

ALLEMAGNE,
AUTRICHE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
BULGARIE, etc.

Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, et protocole. Signés à Genève, le 11 juillet 1928.

Protocole concernant la mise en vigueur de l'Arrangement international du 11 juillet 1928, relatif à l'exportation des peaux. Signé à Genève, le 11 septembre 1929.

GERMANY,
AUSTRIA, BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
BULGARIA, etc.

International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins, and Protocol. Signed at Geneva, July 11, 1928.

Protocol concerning the putting into force of the International Agreement of July 11, 1928, relating to the Exportation of Hides and Skins. Signed at Geneva, September 11, 1929.

N^o 2184.—ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL RELATIF A L'EXPORTATION DES PEAUX. SIGNÉ A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

No. 2184. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ RELATING TO THE EXPORTATION OF HIDES AND SKINS. SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

Textes officiels en français et en anglais. Cet arrangement et le protocole y relatif ont été enregistrés par le Secrétariat, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrangement, le 5 novembre 1929.

Official texts in English and French. This Agreement and the Protocol relating thereto were registered with the Secretariat, in accordance with the provisions of Article 4 of the Agreement, November 5, 1929.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES ; SA MAJESTÉ LE ROI DU DANEMARK ; LE PRÉSIDENT DE LA

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ;

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1929, conformément au Protocole du 11 septembre 1929, publié ci-après.

¹ Came into force October 1, 1929, in accordance with the Protocol of September 11, 1929, published hereafter.

Dépôt des ratifications :

Grande-Bretagne et Irlande du Nord 9 avril 1929
Belgique 27 avril 1929

Le Gouvernement belge n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne la Colonie belge du Congo, ainsi que le territoire sous mandat belge du Ruanda-Urundi.

Danemark 14 juin 1929

La ratification ne comprend pas le Groenland.

Autriche 26 juin 1929
Finlande 27 juin 1929
Luxembourg 27 juin 1929
Suède 27 juin 1929
Suisse 27 juin 1929
Pays-Bas 28 juin 1929

Le Gouvernement des Pays-Bas n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne les territoires d'outre-mer.

Les Pays-Bas s'engagent à étendre à l'égard de toute autre Haute Partie contrac-

Deposit of ratifications :

Great Britain and Northern Ireland April 9, 1929
Belgium... .. April 27, 1929

The Belgian Government does not intend to assume any obligation as regards the Belgian Colony of the Congo and the territory under Belgian mandate of Ruanda-Urundi.

Denmark June 14, 1929

The ratification does not include Greenland.

Austria June 26, 1929
Finland June 27, 1929
Luxembourg June 27, 1929
Sweden... .. June 27, 1929
Switzerland June 27, 1929
The Netherlands June 28, 1929

The Netherlands Government does not intend to assume any obligation as regards overseas territories.

The Netherlands undertake to extend, towards any other High Contracting Party

RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE LA HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Désireux de mettre fin aux entraves qui affectent actuellement le commerce de certaines matières premières et de donner au vœu exprimé dans l'Acte final de la Convention du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation une application aussi favorable que possible à la production et aux échanges internationaux,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Adolf REINSHAGEN, conseiller ministériel au ministère de l'Economie nationale ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ;

Being desirous of removing the obstacles which at present hinder trade in certain raw materials, and of giving effect to the recommendation made in the Final Act of the Convention of November 8, 1927, for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, in a manner as favourable as possible to production and to international trade,

Have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Adolf REINSHAGEN, Ministerial Counsellor at the Ministry of National Economy ;

tante acceptant la même obligation l'application des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 8 de la Convention du 8 novembre 1927 à tout différend pouvant surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de cet Arrangement, que le différend soit ou non d'ordre juridique.

Tchécoslovaquie	...	...	...	28 juin 1929
Italie	...	...	...	29 juin 1929
Allemagne	...	...	...	30 juin 1929
France	...	...	...	30 juin 1929
Roumanie	...	...	...	30 juin 1929

L'entrée en vigueur pour la Roumanie de cet arrangement est subordonnée à sa ratification par l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie.

Hongrie 26 juillet 1929

L'entrée en vigueur de cet arrangement pour la Hongrie est subordonnée à sa ratification par l'Autriche, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie.

Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes ... 30 septembre 1929

accepting the same obligation, the application of the provisions of paragraph 3 of Article 8 of the Convention of November 8, 1927, to all disputes which might arise on the subject of the interpretation or the application of the provisions of this Agreement, whether or no the dispute be of a legal character.

Czechoslovakia	...	...	...	June 28, 1929
Italy	...	...	...	June 29, 1929
Germany	...	...	...	June 30, 1929
France	...	...	...	June 30, 1929
Roumania	...	...	...	June 30, 1929

The entry into force of this Agreement in Roumania is subject to its ratification by Austria, Hungary, Poland, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia.

Hungary July 26, 1929

The entry into force of this Agreement as regards Hungary is subject to its ratification by Austria, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia.

Kingdom of the Serbs, Croats
and Slovenes September 30, 1929

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
D'ÂUTRICHE :

D^r Richard SCHULLER, chef de section à la
Chancellerie fédérale ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. BRUNET, envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire ;
M. F. VAN LANGENHOVE, chef du Cabinet et
directeur général du Commerce extérieur
au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE,
D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES
AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du
Nord, ainsi que toute partie de l'Empire
britannique non membre séparé de la
Société des Nations :

Sir Sydney CHAPMAN, K.C.B., C.B.E.,
conseiller économique du Gouvernement
de Sa Majesté britannique ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. D. MIKOFF, chargé d'Affaires à Berne ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU DANEMARK :

M. J. CLAN, envoyé extraordinaire et minis-
tre plénipotentiaire, président de la Com-
mission danoise pour la conclusion des
traités de commerce ;

M. William BORBERG, représentant perman-
ent du Danemark accrédité auprès de la
Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FIN-
LANDE :

M. Rudolf HOLSTI, envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire, délégué per-
manent auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. E. LÉCUYER, administrateur des Douanes
au Ministère des Finances ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE
LA HONGRIE :

M. Alfred NICKL, conseiller de légation ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. A. DI NOLA, directeur général du
commerce et de la politique économique ;
M. Pasquale TROISE, directeur général des
Douanes ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN
REPUBLIC :

Dr. Richard SCHULLER, Head of Section
at the Federal Chancellery ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. BRUNET, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary ;
M. F. VAN LANGENHOVE, "Chef du Cabinet"
and General Director for Foreign Com-
merce in the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND
IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS
BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

For Great Britain and Northern Ireland
and all parts of the British Empire which
are not separate Members of the League
of Nations :

Sir Sydney CHAPMAN, K.C.B., C.B.E.,
Economic Adviser to His Britannic
Majesty's Government ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires at Berne ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. J. CLAN, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary, Chairman of
the Danish Commission for the Conclusion
of Commercial Treaties ;

M. William BORBERG, Permanent Danish
Representative accredited to the League
of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Rudolf HOLSTI, Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary, Permanent
Delegate accredited to the League of
Nations ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. E. LÉCUYER, Customs Administrator at
the Ministry of Finance ;

HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF
HUNGARY :

M. Alfred NICKL, Counsellor of Legation ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. A. DI NOLA, Director-General of Com-
merce and of Economic Policy ;
M. Pasquale TROISE, Director-General of
Customs ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE
DE LUXEMBOURG :

M. Albert CALMES, membre du Conseil
supérieur de l'Union économique belgo-
luxembourgeoise ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Le Dr Frede CASTBERG, professeur à l'Uni-
versité Royale d'Oslo ;
M. Gunnar JAHN, directeur du bureau
central de Statistique norvégien ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Dr F. E. POSTHUMA, ancien ministre de
l'Agriculture, de l'Industrie et du Com-
merce ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. François DOLEZAL, sous-secrétaire d'Etat
au Ministère de l'Industrie et du Com-
merce, membre du Comité économique de
la Société des Nations ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extra-
ordinaire et ministre plénipotentiaire près
de la Société des Nations ;
M. C. POPESCU, directeur général de l'indus-
trie du Ministère de l'Industrie et du
Commerce ;
M. J. G. DUMITRESCO, directeur général du
Commerce au Ministère de l'Industrie et
du Commerce ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET
SLOVÈNES :

M. Constantin FOTITCH, délégué permanent
auprès de la Société des Nations ;
M. Georges CURCIN, secrétaire général de la
Confédération des Corporations industriel-
les serbes-croates-slovènes ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. K. I. WESTMAN, envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire près le Conseil
fédéral suisse ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Walter STUCKI, directeur de la Division
du Commerce au Département fédéral de
l'Economie publique ;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF
LUXEMBURG :

M. Albert CALMES, Member of the Superior
Council of the Economic Union of Belgium
and Luxemburg ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Dr. Frede CASTBERG, Professor at the
Royal University of Oslo ;
M. Gunnar JAHN, Director of the Norwegian
Central Bureau of Statistics ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHER-
LANDS :

Dr. F. E. POSTHUMA, Former Minister of
Agriculture, Industry and Commerce ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. François DOLEZAL, Under-Secretary of
State at the Ministry of Industry and
Commerce, Member of the Economic
Committee of the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary
accredited to the League of Nations ;
M. C. POPESCU, Director-General of Indus-
try in the Ministry of Industry and
Commerce ;
M. J. G. DUMITRESCO, Director-General of
Commerce at the Ministry of Industry
and Commerce ;

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Constantin FOTITCH, Permanent Dele-
gate accredited to the League of Nations ;
M. Georges CURCIN, Secretary-General of
the Serb-Croat-Slovene Confederation of
Industrial Corporations ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. K. I. WESTMANN, Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary accredited
to the Swiss Federal Council ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Walter STUCKI, Head of the Commerce
Division in the Federal Department of
Public Economy ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Dr F. PEROUTKA, ancien ministre du Commerce, chef de section au Ministère du Commerce ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Muchfik SELAMI, consul général de Turquie à Genève ;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir du 1^{er} octobre 1929, l'exportation des peaux et pelleteries fraîches ou préparées ne sera soumise à aucune prohibition ou restriction, sous quelque forme ou dénomination que ce soit.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir de la même date, il ne sera maintenu ou institué, sur les produits visés à l'article premier, aucun droit d'exportation ni aucune taxe — hormis le droit de statistique — qui, en vertu de la législation respective des Hautes Parties contractantes, ne serait pas applicable à toutes les transactions commerciales dont ses produits feraient l'objet.

Article 3.

Le présent arrangement, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Il pourra être signé ultérieurement jusqu'au 31 décembre 1928 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire du présent arrangement

Article 4.

Le présent arrangement sera ratifié.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} juillet 1929 auprès du Secrétaire

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. F. PEROUTKA, Former Minister of Commerce, Head of Section at the Czechoslovak Ministry of Commerce ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. Muchfik SELAMI, General Consul of Turkey at Geneva ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake that, on and after October 1st, 1929, the exportation of raw or prepared hides and skins shall not be subject to any prohibition or restriction under whatever form or denomination.

Article 2.

The High Contracting Parties undertake that, as from the same date, there shall neither be maintained nor imposed on the products referred to in Article 1 any export duty or any charge—apart from a statistical duty—which, under the respective laws of the High Contracting Parties, is not applicable to all commercial transactions in these products.

Article 3.

The present Agreement, of which the French and English texts shall both be authentic, shall bear this day's date.

It may be signed subsequently until December 31, 1928, on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-Member State to which the Council of the League of Nations may have communicated a copy of the present Agreement for this purpose.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified.

The instruments of ratifications shall be deposited before July 1, 1929, with the Secretary-

général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, parties au présent Arrangement et à la Convention du 8 novembre 1927.

Au cas où le présent arrangement n'aurait pas été ratifié à cette date par certains Membres de la Société des Nations ou par certains Etats non membres, au nom desquels il a été signé, les Hautes Parties contractantes seront, par le Secrétaire général de la Société des Nations, invitées à se concerter sur la possibilité de sa mise en vigueur. Elles s'obligent à participer à cette consultation, qui devra être effectuée avant le 1^{er} septembre 1929.

Si, à la date du 1^{er} septembre 1929, tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres, au nom desquels le présent arrangement a été signé, l'ont ratifié, ou si, en vertu de la procédure prévue à l'alinéa précédent, ceux au nom desquels il a été ratifié en décident la mise en vigueur, cette mise en vigueur interviendra à la date du 1^{er} octobre 1929 et sera notifiée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les Hautes Parties contractantes du présent arrangement et de la Convention du 8 novembre 1927.

Article 5.

A partir du 1^{er} janvier 1929, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat visé à l'article 3 pourront adhérer au présent arrangement.

Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui ont signé ou adhéré au présent arrangement.

Article 6.

Si, après l'expiration d'une période de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent arrangement, une demande de révision de l'article 2 était adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par un tiers au moins des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres, parties au présent arrange-

ment of the League of Nations, who shall immediately notify the receipt thereof to all the Members of the League of Nations and all the non-Member States on whose behalf the present Agreement and the Convention of November 8, 1927, have been signed or adhered to.

Should the present Agreement not have been ratified by this date by some of the Members of the League of Nations and non-Member States on whose behalf it has been signed, the High Contracting Parties shall be invited by the Secretary-General of the League of Nations to consider the possibility of putting it into force. They undertake to participate in this consultation, which shall take place before September 1, 1929.

If by September 1, 1929, all the Members of the League of Nations and non-Member States on whose behalf the present Agreement has been signed have ratified it, or if, under the procedure laid down in the preceding paragraph, those on whose behalf it has been ratified decide to put it into force, the present Agreement shall come into force on October 1, 1929, and this fact shall be notified by the Secretary-General of the League of Nations to all the High Contracting Parties to the present Agreement and to the Convention of November 8, 1927.

Article 5.

On and after January 1, 1929, any Member of the League of Nations and any non-Member State referred to in Article 3 may accede to the present Agreement.

This accession shall be effected by a notification made to the Secretary-General of the League of Nations, to be deposited in the archives of the Secretariat.

The Secretary-General shall immediately notify such deposit to all who have signed or acceded to the present Agreement.

Article 6.

If, after the expiration of a period of two years from the date of the coming into force of the present Agreement, an application for a revision of Article 2 has been made to the Secretary-General of the League of Nations by at least one-third of the Members of the League of Nations and non-Member States to which

ment, les autres s'engagent à prendre part à toute consultation qui pourrait avoir lieu à cet effet.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre, partie au présent arrangement, pourront, au cas où cette consultation aboutirait au refus de la revision par lui demandée ou s'il estimait ne pouvoir souscrire à l'article 2 revisé, reprendre, en ce qui concerne la matière de cet article, sa liberté d'action six mois après le refus de revision ou à dater de la mise en vigueur de l'article 2 revisé, à condition d'en avertir le Secrétaire général de la Société des Nations.

Si, à la suite de dénonciations intervenues en conformité de l'alinéa précédent, un tiers des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres, parties au présent arrangement et ne l'ayant pas dénoncé, demandaient une nouvelle consultation, toutes les Hautes Parties contractantes s'engagent à y participer.

Toute dénonciation intervenue en conformité des dispositions ci-dessus sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Article 7.

Sans préjudice des dispositions de l'article précédent en ce qui concerne la dénonciation, le présent arrangement pourra être dénoncé au nom de tout Membre de la Société des Nations ou tout Etat non membre après l'expiration de la cinquième année de son application. Cette dénonciation produira ses effets douze mois après la notification adressée en son nom au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel la dénonciation aura été faite.

Toute dénonciation intervenue en conformité de cette procédure sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si l'une des Hautes Parties contractantes estime que la dénonciation ainsi intervenue crée une situation nouvelle et adresse une demande à cet effet au Secrétaire général de la

the present Agreement applies, the others undertake to participate in any consultation which may be held for this purpose.

Any Member of the League of Nations and any non-Member State to which the present Agreement applies may, if such consultation results in a rejection of its application for a revision, or if it considers that it cannot accept the revised Article 2, resume its liberty of action as regards the provisions of this Article six months after the revision has been refused, or as from the date of the coming into force of the revised Article 2, provided notice be given to the Secretary-General of the League of Nations.

If, as the result of denunciations in accordance with the preceding paragraph, one-third of the Members of the League of Nations and non-Member States which are bound by the present Agreement but have not denounced it demand a further consultation, all the High Contracting Parties undertake to participate therein.

Any denunciation made in conformity with the foregoing provisions shall be notified immediately by the Secretary-General of the League of Nations to all the other High Contracting Parties.

Article 7.

Without prejudice to the provisions of the preceding Article relating to denunciation, the present Agreement may be denounced on behalf of any Member of the League of Nations or any non-Member State after the expiration of a period of five years from the date on which it comes into force, such denunciation to take effect twelve months after the date on which it is notified to the Secretary-General of the League of Nations.

Such denunciation shall only take effect in so far as concerns the Member of the League of Nations or the non-Member State on whose behalf it has been made.

Any denunciation made in conformity with this procedure shall be notified immediately by the Secretary-General of the League of Nations to all the other High Contracting Parties.

If any High Contracting Party considers that any denunciation thus made has created a new situation, and makes to the Secretary-General of the League of Nations a request to

Société des Nations, celui-ci convoquera une conférence à laquelle les autres Hautes Parties contractantes s'engagent à participer. Ladite conférence pourra, soit dans un délai à fixer par elle, mettre fin aux obligations résultant du présent arrangement, soit en modifier les dispositions. Au cas où l'un des Membres de la Société des Nations ou l'un des Etats non membres, partie au présent arrangement, estimerait ne pouvoir souscrire aux modifications intervenues, ledit arrangement pourrait être dénoncé en son nom et il sera libéré de ses obligations à la date à laquelle la dénonciation qui a provoqué la convocation de cette conférence produira ses effets.

Article 8.

Les dispositions des articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la Convention du 8 novembre 1927 et les dispositions du protocole relatives à ces articles, ainsi que du paragraphe *b* du Protocole *ad* article 1, s'appliqueront au présent arrangement dans la mesure que comportent les engagements qui y sont contenus et les produits qu'il vise. Pour l'application de la procédure prévue audit article 8, il ne sera fait aucune distinction entre les dispositions des articles précédents du présent arrangement.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent arrangement.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

ALLEMAGNE

Adolf REINSHAGEN

AUTRICHE

D^r Richard SCHULLER

BELGIQUE

J. BRUNET

F. VAN LANGENHOVE

this effect, the latter shall convene a Conference in which the other High Contracting Parties undertake to participate. This Conference may, within a period to be fixed by itself, either terminate the obligations arising under the present Agreement or modify its provisions. If any Member of the League of Nations or non-Member State bound by the present Agreement is unable to agree to the modification introduced, the said Agreement may be denounced on its behalf, and it shall then be released from its obligations thereunder as from the date on which the denunciation which led to the convening of the Conference takes effect.

Article 8.

The provisions of Articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13 of the Convention of November 8, 1927, and the provisions of the Protocol relating to these Articles, as well as of paragraph (*b*) of the Protocol to Article 1, shall apply to the present Agreement in so far as the obligations contained therein and the products covered by the Agreement allow. As regards the application of the procedure provided for in the above-mentioned Article 8, no distinction shall be made between the various provisions of the preceding Articles of the present Agreement.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Geneva on the eleventh day of July, one thousand nine hundred and twenty-eight, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified true copies shall be delivered to all Members of the League of Nations.

GERMANY

AUSTRIA

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

I declare that my signature does not include any of His Britannic Majesty's Colonies, Protectorates or territories under suzerainty or mandate.¹

S. J. CHAPMAN

BULGARIE

Au moment de signer le présent Arrangement, le Gouvernement bulgare déclare qu'il ratifiera et mettra en vigueur l'Arrangement aussitôt que la monnaie nationale sera rétablie en or.²

D. MIKOFF

BULGARIA

DANEMARK

J. CLAN William BORBERG

DENMARK

FINLANDE

Rudolf HOLSTI

FINLAND

FRANCE

Au moment de signer le présent arrangement, la France déclare que, par son acceptation, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats et territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat³.

E. LÉCUYER

FRANCE

HONGRIE

NICKL

HUNGARY

ITALIE

A. DI NOLA P. TROISE

ITALY

LUXEMBOURG

Albert CALMES

LUXEMBURG

NORVÈGE

Frede CASTBERG

NORWAY

PAYS-BAS

POSTHUMA

NETHERLANDS

POLOGNE

François DOLEZAL

POLAND

[Traduction.]

¹ Je déclare que ma signature ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté britannique.

² On signing the present Agreement, Bulgaria declares that it shall be ratified and put into force as soon as the national currency shall be re-established in gold.

³ On signing the present Agreement, France declares that by its acceptance it does not intend to assume any obligation in regard to any of its Colonies, Protectorates and territories under its suzerainty or mandate.

ROUMANIE	ANTONIADE	Cesar POPESCO	J. G. DUMITRESCO	ROUMANIA
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES				YUGOSLAVIA
	Cons. FOTITCH		Georges CURCIN	
SUÈDE				SWEDEN
		K. I. WESTMAN		
		Sous réserve de ratification avec l'approbation du Riksdag. ¹		
SUISSE				SWITZERLAND
		D. STUCKI		
TCHÉCOSLOVAQUIE				CZECHOSLOVAKIA
		D ^r Fr. PEROUTKA		
TURQUIE				TURKEY
	La Turquie se réserve le droit de maintenir le « muamele vergisi » (taxe générale de formalités d'exportation) deux et demi pour cent <i>ad</i> <i>valorem</i> , ainsi que la taxe minimale d'examen vétérinaire ² .			
		Muchfik SELAMI		

PROTOCOLE DE L'ARRANGEMENT

PROTOCOL TO THE AGREEMENT.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cet arrangement :

Les dispositions de l'arrangement relatif à l'exportation des peaux, en date de ce jour, s'appliquent aux prohibitions et restrictions à l'exportation des produits visés à l'article premier dudit arrangement des territoires des Hautes Parties contractantes vers le territoire de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes.

Ad Article premier.

On entend par « peaux et pelleteries préparées au sens du présent accord, les peaux ayant subi une préparation destinée uniquement à assurer leur conservation.

At the moment of signing the International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins concluded this day, the undersigned, duly authorised, have agreed on the following provisions, which are intended to ensure the application of that Agreement :

The provisions of the Agreement relative to the Exportation of Hides and Skins of this day's date shall apply to prohibitions and restrictions on the exportation of the products mentioned in Article 1 of the said Agreement from the territories of any High Contracting Party to the territories of any other High Contracting Party.

Ad Article 1.

“ Prepared hides and skins ” shall, for the purposes of the present Agreement, mean hides and skins which have undergone some form of preparation for the sole purpose of ensuring their preservation.

[Translation.]

¹ Subject to ratification, with the approval of the Riksdag.

² Turkey reserves the right to maintain the “ muamele vergisi ” (general tax on export formalities) of two and a half per cent *ad valorem*, and also the very low veterinary examination tax.

Ad Article 2.

Au bénéfice de la déclaration ci-après que le délégué de la Roumanie a souscrite, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour dispenser provisoirement cet Etat des dispositions de l'article 2 de l'arrangement en date de ce jour.

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION ROUMAINE.

En se réservant le droit de maintenir, sur les peaux et pelleteries fraîches ou préparées, des droits d'exportation, le Gouvernement roumain déclare n'avoir aucune intention de maintenir, quant à ces articles, par des taxes exagérées, la prohibition abolie ; il entend seulement garder toute sa liberté afin d'arriver, par la réduction dégressive des taxes d'exportation, à une situation normale, ce qu'il a d'ailleurs fait pour d'autres matières premières.

ANTONIADE.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

ALLEMAGNE

Adolf REINSHAGEN

AUTRICHE

Dr Richard SCHULLER

BELGIQUE

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

I declare that my signature does not include any of His Britannic Majesty's Colonies, Protectorates or territories under suzerainty or mandate.¹

S. J. CHAPMAN

Ad Article 2.

In consideration of the annexed declaration signed by the delegate of Roumania, the High Contracting Parties agree that that country shall provisionally not be bound by the provisions of Article 2 of the Agreement of this day's date.

DECLARATION BY THE ROUMANIAN DELEGATION.

(Translation).

While reserving the right to maintain export duties on hides and skins, fresh or prepared the Roumanian Government declares that it has no intention whatever of maintaining in respect of these commodities, by means of excessive export duties, the prohibition which has been abolished ; it merely desires to retain full liberty with a view to arriving at a normal situation by the gradual reduction of export duties, a course which it has already pursued in the case of other raw materials.

ANTONIADE.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva on the eleventh day of July, one thousand nine hundred and twenty-eight, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations.

GERMANY

AUSTRIA

BELGIUM

[Traduction.]

¹ Je déclare que ma signature ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté britannique.

BULGARIE			BULGARIA
	Au moment de signer le présent arrangement, le Gouvernement bulgare déclare qu'il ratifiera et mettra en vigueur l'arrangement aussitôt que la monnaie nationale sera rétablie en or. ¹		
	D. MIKOFF		
DANEMARK	J. CLAN	William BORBERG	DENMARK
FINLANDE		Rudolf HOLSTI	FINLAND
FRANCE	Sous les réserves formulées au moment de signer l'Arrangement. ²		FRANCE
	E. LÉCUYER		
HONGRIE		NICKL	HUNGARY
ITALIE			ITALY
	A. DI NOLA	P. TROISE	
LUXEMBOURG		Albert CALMES	LUXEMBURG
NORVÈGE		Gunnar JAHN	NORWAY
PAYS-BAS		POSTHUMA	NETHERLANDS
POLOGNE		François DOLEZAL	POLAND
ROUMANIE	ANTONIADÉ	Cesar POPESCO	ROUMANIA
		J. G. DUMITRESCO	
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	C. FOTITCH	Georges CURCIN	YUGOSLAVIA
SUÈDE		K. I. WESTMAN	SWEDEN
SUISSE		D. STUCKI	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE		D ^r F. PEROUTKA	CZECHOSLOVAKIA
TURQUIE	Sous la réserve formulée en signant l'arrangement. ³		TURKEY
	Muchfik SELAMI		

[Translation.]

¹ On signing the present Agreement, Bulgaria declares that it shall be ratified and put into force as soon as the national currency shall be re-established in gold.

² Subject to the reservations made on signing the Agreement.

³ Subject to the reservation made on signing the Agreement.

PROTOCOLE

CONCERNANT LA MISE EN VIGUEUR DE L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL DU 11 JUILLET 1928 RELATIF A L'EXPORTATION DES PEAUX.

1. Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs et réunis à Genève sur convocation du Secrétaire général de la Société des Nations, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux signé à Genève le 11 juillet 1928 ;

Après avoir constaté que le dépôt des instruments de ratification a été effectué par leurs gouvernements respectifs dans le délai prévu par le susdit article 4, sauf en ce qui concerne la Hongrie, au nom de laquelle ce dépôt n'a été effectué que le 26 juillet 1929 :

2. Déclarent qu'aux fins du présent Protocole, ils sont d'accord pour reconnaître, à titre exceptionnel, à la ratification du Gouvernement hongrois le même effet que celui qu'elle aurait eu si le dépôt en avait été effectué avant le 1^{er} juillet 1929 ;

3. Prenant acte des déclarations ci-annexées faites par les délégués de la Pologne et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ils déclarent que leurs gouvernements mettront en vigueur, tant entre eux qu'à l'égard de ces deux Etats, l'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux signé à Genève le 11 juillet 1928, à partir de la date du 1^{er} octobre 1929 prévue à l'article 4 dudit arrangement.

4. Vu la situation résultant des déclarations mentionnées au N^o 3 ci-dessus, ils déclarent être d'accord pour reconnaître, à titre exceptionnel, aux ratifications ultérieures du Gouvernement polonais et du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le même effet que celui qu'elles auraient eu si le dépôt en avait été effectué avant le 1^{er} juillet 1929.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le onze septembre mil neuf cent vingt-neuf, en simple expédition, dont les

PROTOCOL

CONCERNING THE PUTTING INTO FORCE OF THE INTERNATIONAL AGREEMENT OF JULY 11TH, 1928, RELATING TO THE EXPORTATION OF HIDES AND SKINS.

1. The undersigned, being duly authorised for the purpose by their respective Governments and having met at Geneva in response to an invitation issued by the Secretary-General of the League of Nations in conformity with the provisions of Article 4 of the International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins, signed at Geneva on July 11th, 1928 ;

After noting that the instruments of ratification have been deposited by the respective Governments within the period laid down in the above-mentioned Article 4, except in the case of Hungary, in whose name the ratification was deposited only on July 26th, 1929 :

2. Declare that, for the purposes of the present Protocol, they agree to recognise exceptionally that the ratification of the Hungarian Government has the same effect as it would have had if the instruments had been deposited before July 1st, 1929 ;

3. Taking note of the declarations annexed hereto and made by the delegates of Poland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, declare that their Governments will put into force both as between themselves and in regard to these two States the International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins, signed at Geneva on July 11th, 1928, as from October 1st, 1929, the date specified in Article 4 of the said Agreement ;

4. In view of the situation resulting from the declarations under No. 3 above, declare that they agree to recognise exceptionally that the future ratifications of the Polish Government and of the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes have the same effect as they would have had if the instruments had been deposited before July 1st, 1929.

In faith whereof the undersigned have signed the present Protocol.

Done at Geneva, the eleventh day of September, one thousand nine hundred and

textes français et anglais feront foi et qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'à tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué un exemplaire de l'Arrangement du 11 juillet 1928.

twenty-nine, in one copy, of which the French and English texts are both authentic, and which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations. Certified true copies shall be forwarded to all the Members of the League of Nations, and to any non-Member State to which the Council of the League of Nations may have communicated a copy of the Agreement of July 11th, 1928.

ALLEMAGNE	Dr. Ludwig IMHOFF	GERMANY
AUTRICHE	Dr. Richard SCHULLER	AUSTRIA
BELGIQUE	F. van LANGENHOVE	BELGIUM
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.	GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.	
	I declare that my signature does not include any of His Britannic Majesty's Colonies, Protectorates or territories under suzerainty or mandate. ¹	
	S. J. CHAPMAN	
DANEMARK	William BORBERG	DENMARK
FINLANDE	Rudolf HOLSTI	FINLAND
FRANCE	E. LÉCUYER	FRANCE
HONGRIE	Dr. BARANYAI Zoltán	HUNGARY
ITALIE	A. DI NOLA	ITALY
LUXEMBOURG	Ch. G. VERMAIRE	LUXEMBURG
PAYS-BAS	NEDERBRAGT	THE NETHERLANDS
ROUMANIE	C. ANTONIADE	ROUMANIA
SUÈDE	K. I. WESTMAN	SWEDEN
SUISSE	W. STUCKI	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Zd. FIERLINGER	CZECHOSLOVAKIA

[Translation.]

¹ Je déclare que ma signature ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la souveraineté ou le mandat de Sa Majesté britannique.

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION POLONAISE.

Le soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement polonais, déclare que ledit Gouvernement s'engage à mettre en vigueur par voie administrative, à partir du 1^{er} octobre 1929, les dispositions de l'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, signé à Genève le 11 juillet 1928, à condition que ledit arrangement soit mis en vigueur à la même date par les Etats énumérés ci-après :

Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Danemark, Finlande, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie.

GENÈVE, le onze septembre mil neuf cent vingt-neuf.

F. SOKAL.

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

Le soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, déclare que ledit gouvernement s'engage à mettre en vigueur par décret, à partir du 1^{er} octobre 1929, toutes les dispositions de l'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, signé à Genève le 11 juillet 1928, à condition que ledit arrangement soit mis en vigueur à la même date par les Etats énumérés ci-après :

Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Danemark, Finlande, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie.

GENÈVE, le onze septembre mil neuf cent vingt-neuf.

G. ČURČIN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

DECLARATION BY THE POLISH DELEGATION.

The undersigned, being duly authorised by the Polish Government, declares that the said Government undertakes to put into force by administrative measures as from October 1st, 1929, all the provisions of the International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins, signed at Geneva on July 11th, 1928, on condition that the said Agreement is put into force on the same date by the States enumerated below :

Austria, Belgium, Czechoslovakia, Denmark, Germany, Great Britain, Finland, France, Hungary, Italy, Luxemburg, Netherlands, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Sweden, Switzerland.

GENEVA, the eleventh day of September, one thousand nine hundred and twenty-nine.

F. SOKAL.

DECLARATION BY THE DELEGATION OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

The undersigned, being duly authorised by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, declares that the said Government undertakes to put into force by decree as from October 1st, 1929, all the provisions of the International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins, signed at Geneva on July 11th, 1928, on condition that the said Agreement is put into force on the same date by the States enumerated below :

Austria, Belgium, Czechoslovakia, Denmark, Germany, Great Britain, Finland, France, Hungary, Italy, Luxemburg, Netherlands, Poland, Roumania, Sweden, Switzerland.

GENEVA, the eleventh day of September, one thousand nine hundred and twenty-nine.

G. ČURČIN.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.